

# Baccalauréat : de l'intangibilité d'une règle à la sordide dérogation

Elle est véritablement troublante par son ambiguïté cette fameuse solution qui va consister à organiser une session spéciale du baccalauréat au profit de la minorité des candidats qui auraient oublié de se présenter à l'heure les jours des examens.

Loin de réparer un semblant d'injustice, alors que plus personne n'ignore que le critère rigoureux de la ponctualité fait partie de l'arsenal dissuasif contre la fraude, cette concession tout à fait politicienne suscite déjà la réprobation du corps enseignant qui verrait dans cette décision la preuve que le pouvoir se préoccupe moins de l'avenir de l'école algérienne que de la paix sociale à court terme. Celle qui le préserve de la contestation de la rue vis-à-vis de laquelle il cultive le syndrome du «dégagisme» qui a déjà emporté certains régimes du monde arabe. Or, à travers cette obsession de régenter les moindres soubresauts sociaux par le recours aux solutions obliques et à la récupération des revendications à son profit afin de discréditer ceux à qui elles s'adressent, le pouvoir est rarement apparu comme un bon arbitre. D'ailleurs, le déclin de l'école algérienne, dont il fut le principal auteur à travers son indulgence vis-à-vis du courant obscurantiste, pouvait-il être combattu par la simple magie de quelques réaménagements des programmes quand viennent à manquer de nouveaux pédagogues et que tarde à se substituer à la scolastique formaliste et verbeuse en vigueur le didactisme des lumières scientifiques ?

Alors qu'il était espéré, exigé et attendu à ce que le système éducatif soit rigoureusement sanctuarisé contre les interférences doctrinales de tous bords et que cessent dans le même temps les recours à la trituration des examens et concours, revoilà le retour à la satisfaction des caprices de certains lobbies hostiles à l'émergence d'une nouvelle école algérienne qui, prenant prétexte du moindre couac, exige réparation et sanction. Or, le nouveau Premier ministre vient de commet-

te une impardonnable erreur d'appréciation de cet absentéisme singulier des candidats en l'imputant prosaïquement à un prétendu zèle excessif du ministère en question.

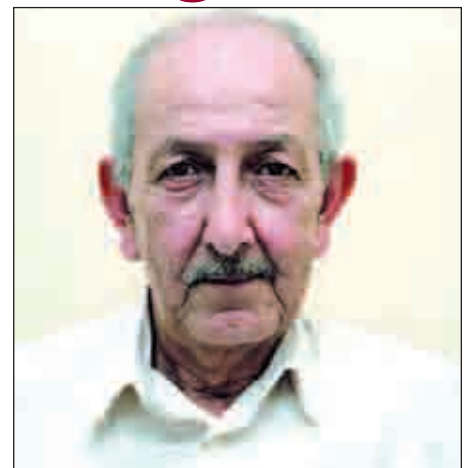
Ayant tranché dans la foulée pour la «réparation» en décrétant qu'une session de rattrapage aura lieu sous quinzaine (le 13 juillet prochain), Tebboune ne transgresse-t-il pas la réglementation et les dispositions de la loi qui, à ce jour, fixent le cadre de l'organisation des examens et concours ? En d'autres termes, la notion de «session de rattrapage» ne s'appliquerait que dans des contextes exceptionnels comme ce fut le cas l'an dernier après la fuite massive des sujets.

L'interprétation extensive que vient de faire le pouvoir qui estime qu'un millier de retardataires sur 500 mille candidats est une raison suffisante pour culpabiliser le maître d'œuvre du baccalauréat montre bien qu'il souhaite tirer d'autres dividendes politiques que ceux d'une année scolaire globalement bien menée. Est-ce à dire que ce serait Madame Benghabrit, ministre de l'Éducation nationale, qui est visée ? Peu importe l'exactitude de la réponse sauf qu'il ne faut, à aucun moment, oublier qu'elle est de tous les ministres qui l'ont précédée celle qui a subi le plus de critiques. Sans doute faut-il expliquer cette densité des tirs croisés qu'elle suscite par la crainte qui gagne les lobbies enracinés dans le terreau de l'école et qui voient dans sa volonté de refonder celle-ci la fin de leur contrôle. C'était justement ce déni d'une réalité pourtant vieille d'au moins 20 années qu'elle seule avait décidé de battre en brèche.

Dès sa nomination, au printemps 2014, elle parvint à convaincre les praticiens de l'enseignement de ce terrible diagnostic et dans le même temps réussira à expliquer à son département et même au-delà (c'est-à-dire la sphère opaque des politiciens décideurs) que l'enjeu cardinal du pays se gagnerait par la qualité de l'école. Héritière d'un véritable pot pourri qu'il lui fallait assai-

nir, elle fut par contre laissée seule à ferrailer contre l'adversité des courants islamistes. Souvent victime de campagnes médiatiques haineuses, elle dut se désoler en silence lorsque même la solidarité gouvernementale fut exprimée du bout des lèvres. Comment maintenir le cap des réformes dans un environnement houleux et comment résister au feu roulant de la critique et des accusations provenant des chapelles du traditionalisme prônant une école uniquement rive au socle des constantes identitaires ? C'est dire que mis à part «l'aventure» actuelle de Benghabrit, l'école algérienne a rarement connu par le passé des réformateurs de conviction. De ceux, qui, comme elle, n'auraient pas hésité à s'opposer avec sérénité aux exorcistes promus abusivement au rang de maîtres du savoir.

C'est que l'enseignement en général concentre autour de son sujet la plupart des enjeux sociétaux. De plus, il se trouve au centre de tous les rapports conflictuels qu'agitent les doctrines culturelles qui sous-tendent trop les définitions identitaires. Bien plus qu'on ne le croit, ce sont toujours les tergiversations des régimes politiques qui ont, en permanence, retardé la refondation sereine de l'école. D'ailleurs, les compromis pédagogique (à l'exemple de la cohabitation inégale et biaisée entre les instructions civiques et religieuses) traduisent parfaitement cette insoutenable «indétermination» du procédé pédagogique en vigueur. Otage des obédiences spirituelles et idéologiques, l'école constitue à ce jour un levier de manœuvre à la disposition des gouvernements. D'ailleurs, la plupart des chefs de l'exécutif avaient tour à tour «pris soin» de mettre sous haute surveillance aussi bien les pédagogues que leur tutelle. Une pratique qui s'est transmise sans rupture au point d'interpeller cette fois le nouveau Tebboune lequel, au nom d'un fantasmatique «décret du Président», vient d'ordonner l'organisation d'un «bac bis» en moins de deux semaines. Tout est par consé-



Par Boubakeur Hamidechi  
boubakeur.hamidechi@yahoo.fr

quent contenu dans cette constante politique élevée au rang de tradition qui continue d'exiger que l'école demeure le laboratoire exclusif de celui qui gouverne. Voilà pourquoi l'enthousiasme ayant accompagné l'arrivée de Benghabrit doit être tempéré après le désaveu à peine maquillé que celle-ci vient de subir.

Sans commentaire aucun, la ministre en question relayera cet ordre à travers son département mais avec le douloureux sentiment que la brillante universitaire qu'elle est vient d'être réduite à un hochet que l'on a flatté un moment avant de l'inviter un jour à quitter la lumière politique par une porte dérobée.

Face à sa conscience, Madame Benghabrit aura évidemment tout le loisir de méditer la sentence d'un ministre français qui disait qu'«un ministre, ça ferme sa gueule ou ça démissionne». Une tranchante alternative dont l'auteur<sup>(1)</sup> s'appliqua à lui-même en démissionnant par deux fois pour marquer son désaccord avec son Président. Voilà qui est exemplaire.

H. B.

1) Il s'agit de Chevènement, alors ministre français de la Défense, sous Mitterrand.

## POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com  
@laalamhakimus



## Hop là ! Il est là ! Hop li ! Il n'est plus là !

Dans sa vie, Boumaârafi est entré une seule fois dans une Maison de la Culture.

La fois de trop !

Un instant, j'ai été tenté ! Oui, j'ai failli aller sur cette perle du Premier ministre, qui, décidément, commence vraiment à me plaire, moi qui pensais ma galerie de «personnages» brutalement dépeuplée après le vidage de Sellal ! Non ! Tebboune est un excellent client, merci mes fournisseurs ! Et donc, j'étais sur le point de «bosser» cette phrase qui, je le sais, je le sens, va devenir virale, voire culte : «L'Algérie n'est pas le paradis ! Mais ce n'est pas l'enfer non plus !» Et puis, non ! Finalement, n'en faisant qu'à ma tête – organe définitivement perdu et incontrôlable chez moi — j'ai opté pour un autre segment de phrase que je trouve, perso, sublimement «beau». Sans jamais nommer Bouchouareb, l'ancien ministre de l'Industrie, Tebboune, a lâché ceci : «Il y a eu lors de l'exercice précédent 70 milliards de dinars d'investissements invisibles.» Sur le derche ! Je suis sur le derche depuis que cette sentence magique a été prononcée par Si Abdelmadjid. Ni une ni deux, je vous le dis tout net : j'adooooooooore cette formule de l'investissement invisible. Ça me renvoie tout de suite à cette série TV que nous regar-

dions enfants, «l'homme invisible». Et là, aujourd'hui et maintenant, j'imagine 70 milliards de dinars entourés de bandes de gaze, de bandelettes blanches et qui se trimballeraient quelque part, dans un paradis, ailleurs, mais qui n'est pas l'Algérie, puisque, je vous le rappelle, pour ceux qui auraient déjà oublié le début de la chronique, Tebboune a quand même pris le soin d'affirmer que «l'Algérie n'est peut-être pas un paradis, mais ce n'est pas un enfer non plus». 70 milliards de dinars rendus invisibles ! Sûrement comme l'a été contre son gré l'homme invisible de la série, suite à une manipulation de laboratoire. Non ! Je ne vais pas en rajouter une couche, corser un problème qui l'est déjà assez comme ça, en me demandant innocemment, d'une voix neutre, si le labo est lui aussi... invisible. Assez de mauvais esprit ! Je préfère rester dans le rêve, dans le paradis, et pourquoi pas dans le pays fantasmé du magicien d'Oz. 70 milliards de dinars invisibles, et toi, le lapin de garenne, égaré là, bestiole qui essaie de se faire toute petite, de se fondre dans la masse, de bouger le moins possible de ton terrier, eh ben, on te taxe à plus de 15 000 dinars d'IRG par mois ! Abracadabra ! A trois, ouvrez tous les yeux et fumez du thé pour rester éveillés à ce cauchemar qui continue.

H. L.